

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 16/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **KIMBERLY CLARK SNC**

Le Capitole  
55 avenue des champs pierreux  
92000 Nanterre

Références : UDRD.2022.12.519 ET AZ/BV  
Code AIOT : 0005800585

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement KIMBERLY CLARK SNC implanté 8 Rue Antoine Lavoisier BP 264 76300 SOTTEVILLE LES ROUEN. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue sur le site de KIMBERLY CLARK à Sotteville-les-Rouen le 15 novembre 2022 dans le cadre de l'instruction d'un porter à connaissance transmis par l'exploitant par courrier le 6 avril 2022. L'inspection s'est poursuivie par une visite des installations ainsi qu'un contrôle documentaire à posteriori.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KIMBERLY CLARK SNC
- 8 Rue Antoine Lavoisier BP 264 76300 SOTTEVILLE LES ROUEN
- Code AIOT : 0005800585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KIMBERLY-CLARK exploite sur la commune de Sotteville-lès-Rouen une papeterie qui fabrique des mouchoirs en papier conditionnés en boîtes de marque Kleenex et de marques privées. A ce titre, le site est classé sous le régime de l'autorisation à la rubrique 3610 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Ces activités sont visées dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/CE relative aux émissions industrielles dites IED. Les conclusions relatives aux meilleures techniques disponibles sont contenues dans le BREF PP (production de pâte à papier, de papier et de carton).

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 août 2019.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mise à jour du classement administratif du site suite aux modifications des arrêtés de prescription générales des rubriques 1510 et 2445 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- conclusion des études de scénarii incendie sur les entrepôts de stockage du site.
- Rejets dans l'eau (autosurveillance)
- Rétention des eaux incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	valeurs limites des rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.3.8	/	<b>Prescriptions complémentaires</b>	24 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 7.3.3	/	Lettre de suite préfectorale <b>Demande n°1</b>	3 mois
4	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.2.1	/	<b>Prescriptions complémentaires</b>	4 mois
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 7.7.2.	/	Lettre de suite préfectorale <b>Demandes n°2 et 3</b>	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Zone d'effets thermiques	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 7.2.3	/	Sans objet
6	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 1.2.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### • Rejets dans l'eau

Lors de l'examen de l'autosurveillance des émissions dans l'eau déclarée par le site Kimberly Clark sur l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) en 2022, il a été constaté que le site ne respectait pas les valeurs limites d'émissions (VLE) avant rejet des eaux résiduaires au milieu Seine (notamment pour la Demande chimique en oxygène DCO en concentration et en flux et la Demande biologique en oxygène DBO5 en concentration) prescrites par l'arrêté préfectoral du 26 août 2019. L'étude technico-économique réalisée par l'exploitant permet d'identifier les solutions techniques devant permettre d'améliorer le rendement épuratoire de la station d'épuration interne du site. Considérant que l'exploitant respecte malgré tout sur le dernier trimestre 2022 le flux spécifique moyen en DCO fixé par le Bref Papetier, l'inspection propose d'encadrer le retour à la conformité réglementaire (de la concentration et flux massique journaliers de la DCO) par un arrêté complémentaire fixant les étapes de la mise à niveau de la STEP selon un échéancier fixé avec l'exploitant.

- **Capacité de confinement des eaux d'extinction**

Des travaux semblent déjà engagés sur le site pour atteindre un volume de rétention total de 3 718 m<sup>3</sup> permettant de répondre à la prescription de l'arrêté préfectoral du 26 août 2019 demandant une augmentation significative du volume de confinement des eaux d'extinction. Toutefois, compte tenu du retard déjà pris sur cette question, l'inspection propose d'encadrer réglementairement ces travaux et propose à M. le Préfet de prescrire cette capacité de rétention via un arrêté préfectoral complémentaire.

- **Contrôle périodiques des installations**

L'inspection demande à l'exploitant par voie de lettre préfectorale de planifier dans les délais prescrits les visites périodiques de vérification des installations électriques et des moyens d'intervention pour la lutte anti-incendie et de remédier aux différentes anomalies ou observations selon une cinétique appropriée aux désordres mentionnés sur les rapports de contrôle.

## **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 :** valeurs limites des rejets dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-après définies.</p> <p>Dans le cas d'une mesure représentative par jour, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites en concentration prescrites au présent article sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Les valeurs limites en flux sont considérées comme respectées si les résultats des mesures (mesures continues, discontinues, autres procédures d'évaluation des émissions) ne dépassent les valeurs prescrites au présent arrêté.</p> <p><i>Cf Annexe I : Tableau des valeurs limites d'émission (VLE) applicables (Arrêté Préfectoral du 26/08/2019)</i></p> <p>L'exploitant transmet une étude à l'inspection des installations classées avant fin juin 2021 en vue d'identifier les causes d'augmentation ponctuelle de la DBO5 et de la DCO, ainsi que les solutions permettant d'atteindre les valeurs cibles de 25 mg/L en concentration moyenne journalière pour la DBO5 et 250 kg/j en flux massique journalier pour la DCO.</p> <p><b><u>Constats 1/2 :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b><u>DCO en concentration et en flux</u></b></li> </ul> <p>Les données déclarées par l'exploitant sur GIDAF montrent des non-conformités des rejets sur la DCO en concentration et en flux récurrents en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur la DCO en concentration : en mai (5 dépassements dont 2 supérieurs à 2 fois la VLE), juillet (8 dont 2 supérieurs à 2 fois la VLE) et décembre (4 dont 2 supérieurs à 2 fois la VLE) ;</li> <li>- sur la DCO en flux : en février (1 dépassement), mai (2), juillet (6) et décembre (2).</li> </ul> <p><i>Cf Annexe II : Tableau des dépassements en 2022 en DCO et DBO<sub>5</sub></i></p> <p>Cette situation avait déjà été identifiée auparavant. Selon l'exploitant, ces dépassements pourraient être dus à l'utilisation de certaines matières premières générant des pics de rejets en matières organiques. A ce propos, l'arrêté préfectoral du 26 août 2019 prescrit notamment la réalisation d'une étude technico-économique en vue d'atteindre la conformité réglementaire des rejets et d'étudier la possibilité d'atteindre les valeurs cibles fixés dans l'arrêté : flux max de 250 mg/L en DCO et concentration en DBO<sub>5</sub> 25mg/L. Cette étude a été réalisée par l'exploitant en 2021 et envoyée par courrier à l'inspection le 6 avril 2022. Elle présente 3 scénarios possibles d'optimisation de la station d'épuration interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• simple optimisation de la station physico-chimique existante ;</li> <li>• ajout d'un traitement biologique à la station physico-chimique actuelle (plusieurs solutions techniques possibles) ;</li> <li>• remplacement de la station physico-chimique actuelle par une station biologique.</li> </ul> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il s'orientait vers la combinaison des deux premiers scénarios. Pour ce faire, il demande un délai supplémentaire pour sélectionner la technique du traitement biologique et réaliser une étude détaillée de la technique retenue (budget, disponibilité des prestataires au niveau local...). Il propose le calendrier de mise en œuvre suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant le 30 juin 2023 : définition et choix de la solution technique et étude détaillée ;</li> <li>- avant le 31 décembre 2023 : travaux phase 1 - optimisation de la station physico-chimique actuelle par la mise en œuvre d'automatismes (asservissement des capacités du traitement de la STEP aux COT notamment) ;</li> <li>- avant fin décembre 2024 : conformité des rejets – si besoin, travaux phase 2 : mise en œuvre du traitement biologique en complément de la station physico-chimique actuelle.</li> </ul>

- **DCO en flux spécifique annuel (NEA-MTD issu du bref papetier)**

La valeur limite en flux spécifique de DCO est fixée à 1,5kg/t papier produit en moyenne annuelle ce qui correspond à la valeur applicable définie dans le Bref Papetier. Ce flux spécifique est calculé en conditions normales de fonctionnement c'est à dire en excluant notamment les journées d'arrêt de production, les dysfonctionnements majeurs, les phases de redémarrage et de fonctionnement anormal dans la limite d'un certain pourcentage de jours travaillés.

L'exploitant a fixé à 45t la production en dessous de laquelle il considère un fonctionnement "anormal" de son installation. Cela le conduit à exclure du calcul 14% des journées travaillées sur 2022. Sur l'année 2022, il calcule ainsi un flux spécifique moyen sur l'année de 1,64 kg/t. Ce flux est supérieur à la valeur limite précitée. Il indique que cette non-conformité peut être expliquée par le changement de bobineuse et d'enrouleuse et par un absentéisme fort en début d'année (lié probablement à la pandémie de COVID-19 ) ayant conduit à un mode dégradé de la production.

**Constats 2/2 :**

Cependant, il indique avoir fait de gros progrès sur le dernier trimestre 2022 (septembre à décembre 2022), trimestre pendant lequel il estime que la pandémie et le changement de matériel n'ont plus d'effet notable sur les volumes produits. Ainsi, quelque soit le seuil de production "normale" choisi, sur cette période, le flux spécifique moyen est conforme à la prescription. Pour le même seuil de production de 45t, cela conduit l'exploitant à calculer un flux spécifique moyen en DCO de 1,29 kg/t sur le dernier trimestre en excluant 10,7% des jours de production, rendant conforme le rejet de DCO en flux spécifique.

En parallèle, l'inspection a réalisé le même exercice de calcul du flux spécifique annuel en excluant, pour chaque mois, les 10% de valeurs de flux spécifiques quotidiens les plus défavorables (comme le permet l'arrêté préfectoral en vigueur dans la limite de 2 fois la VLE). En effet, la station d'épuration ayant une capacité de stockage des effluents de plusieurs jours, les flux mesurés en sortie de STEP peuvent ne pas être directement émis par la production du jour : ils peuvent être la conséquence des productions des jours précédents.

Le flux spécifique annuel moyen en DCO calculé avec cette méthode, c'est à dire en conduisant à écarter 3 valeurs par mois, est de 1,52 kg/t sur l'année 2022, soit légèrement supérieur à la limite. Sur le dernier trimestre 2022, le flux moyen en DCO est de 1,26 kg/t.

Compte-tenu de la réflexion déjà bien avancée du projet de modification de la STEP et des progrès avérés et tangibles sur le dernier trimestre 2022 s'agissant du respect du flux spécifique annuel en DCO émanant de l'application du Bref papetier, l'inspection propose à M. le Préfet d'encadrer la modification de la station d'épuration par un arrêté complémentaire pour parvenir à la conformité de la DCO en concentration volumique et en flux massique journaliers selon le calendrier proposé par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 24 mois

## N° 2 : Zone d'effets thermiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones d'effets thermiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations. Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.
<b>Constats :</b> Le risque incendie étant le risque principal sur le site de Kimberly Clark, à la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé une étude de la diffusion des flux thermiques en cas d'incendie. L'exploitant a présenté une étude de la diffusion des flux thermiques utilisant l'outil de modélisation FLUMILOG lors de différents scénarii d'incendie. Le rapport de l'étude est daté du 10 mars 2020. L'inspection a fait part à l'exploitant de certaines réserves concernant la réalisation de cette étude en pointant notamment des incohérences dans les hypothèses retenues pour la modélisation. Ces incohérences ne semblent toutefois pas être de nature à modifier les conclusions de l'étude. L'étude conclut qu' en cas d'incendie les zones de danger restent contenues dans les limites de propriété du site, n'entraînant pas de risque d'effet domino sur des installations voisines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection ses derniers rapports de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) datés des 24/09/2021 et 25/05/2022. Aucune anomalie n'apparaît sur le rapport de 2022.  L'exploitant a présenté à l'inspection ses derniers rapports de contrôles externes des installations électriques (Q18) datés des 02/08/2021 et 07/06/2022. les trois anomalies figurant sur le rapport de 2021 ont été corrigées. Le rapport de 2022 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Il met en évidence 7 anomalies dont 4 nécessitent encore des actions correctives.
<b><u>Demande n°1 :</u></b> L'exploitant est tenu de remédier aux 4 anomalies identifiées lors du dernier contrôle de vérification périodique selon une cinétique appropriée en fonction de la gravité des désordres constatés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale + <b><u>Demande n°1</u></b>

#### N° 4 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Un dossier de lutte contre la pollution comprenant des plans et des procédures est établi. Une mise à jour de ce dossier qui explique notamment comment les eaux d'extinction sont confinées est transmis à l'inspection des installations classées avant fin juin 2020. Ce dossier est accompagné d'un plan d'action visant à augmenter de façon significative la part de confinement des eaux d'extinction. Ce plan d'action est mis en œuvre avant fin décembre 2021.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection précédente, le 8 septembre 2020, l'inspection a accordé un délai supplémentaire à l'exploitant pour la réalisation effective des travaux permettant le confinement des eaux d'extinction. Le délai était fixé au 31 octobre 2022. Lors de la visite d'inspection du 15 novembre 2022, l'exploitant a indiqué que les travaux avaient pris du retard. Il a fourni un calendrier pour une exécution des travaux entre le 21 novembre 2022 et le 3 février 2023. L'exploitant prévoit : <ul style="list-style-type: none"><li>- une modification des canalisations d'eaux pluviales et industrielles et une modification des voiries (avec ajout de bordures) pour permettre l'écoulement des eaux polluées vers les bassins de rétention ;</li><li>- l'ajout d'un bassin mixte de rétention des eaux pluviales et incendie d'un volume de 2984 m<sup>3</sup> ;</li><li>- l'ajout d'un déboureur déshuileur en sortie de bassin de rétention,</li><li>- l'ajout de déclencheurs d'urgence (arrêt coup de poing) dans les zones à risque de pollution pour faciliter la mise en œuvre des procédures de lutte contre la pollution par le personnel.</li></ul> Le site dispose d'ores et déjà d'un volume de rétention pour un volume de 600 m <sup>3</sup> . Concernant son dimensionnement : Dans le cas d'un bassin mixte, l'article 12 de la circulaire du 17 décembre 1998, prévoit que « La capacité d'un tel bassin susceptible de recevoir simultanément des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie devra être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit la somme du volume des eaux d'extinction de l'incendie le plus pénalisant et du volume des premiers flots de la pluie annuelle sur les surfaces imperméabilisées.</li><li>• soit le volume des premiers flots de la pluie décennale sur les surfaces imperméabilisées. »</li></ul> Par ailleurs, le PLUi Rouen Métropole impose en parcelle UXM une capacité de rétention dimensionnée selon la pluie centennale locale en considérant toutes les surfaces imperméabilisées avec un débit de fuite de 2L/s/ha soit 3 718m <sup>3</sup> pour le site de Kimberly Clark de Sotteville les Rouen. C'est ce volume majorant de 3 718 m <sup>3</sup> qui a été retenu par l'exploitant pour dimensionner les volumes de rétention et validé par l'inspection.  Le volume de rétention disponible sur le site à terme sera donc réparti de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- 284 m<sup>3</sup> dans les canalisations d'eau pluviales ;</li><li>- 450 m<sup>3</sup> dans les bassins préexistants (Bassin "parking" : 300 m<sup>3</sup>, Bassin "chaufferie" : 150 m<sup>3</sup>) ;</li><li>- 2984m<sup>3</sup> dans le nouveau bassin de rétention.</li></ul> Même si les travaux semblent déjà bien engagés, compte-tenu du retard déjà pris sur cette question, l'inspection propose d'encadrer réglementairement ces travaux et propose à M. le Préfet de prescrire cette capacité de rétention via un arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois



## N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 7.7.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> <u>-Contrôles extincteurs et RIA :</u> Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que plusieurs extincteurs et RIA avaient été contrôlés il y a plus de 12 mois (exemple extincteur n°89 contrôlé en octobre 2021, RIA n°46 contrôlé en 10/2021). L'exploitant a présenté à l'inspection son dernier rapport de contrôle externe des extincteurs et RIA daté du 8 novembre 2021. Le prochain contrôle annuel est programmé le 21/11/22. Les RIA sont aussi contrôlés en interne tous les trimestres (dernier datant de septembre 2022). Le RIA n°1 est hors service en novembre 2021. En septembre 2022, il est fonctionnel mais présente une fuite. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une commande était en cours pour remplacer ce RIA (le document attestant de la commande n'a pas été présenté à l'inspection).  <b>Demande n°2 :</b> L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les prochaines vérifications soient faites dans les temps et répare la fuite sur le RIA n°1 dans les meilleurs délais .  <u>-Contrôles désenfumage :</u> L'exploitant a présenté à l'inspection ses derniers rapports de contrôles externes des systèmes de désenfumage datés des 30 septembre et 1er octobre 2021. Le prochain contrôle est programmé le 29/11/2022 soit plus d'un an par rapport au contrôle précédent. Ces rapports de contrôle attestent que les systèmes de désenfumage sont fonctionnels. Cependant, un certain nombre d'observations sont mentionnées sur ces rapports (ex : LANTERNEAU N° 14 / VERIN PNEUMATIQUE HS, LANTERNEAU N°1/4/7/26/28/ : REMPLISSAGE ENDOMMAGÉ EN PARTIE SUPÉRIEURE). Ces rapports n'indiquent pas clairement quels sont les éléments qui ont été traités par le prestataires et ceux qui sont à traiter par l'exploitant.  <b>Demande n°3 :</b> L'inspection demande à l'exploitant d'assurer que les prochaines vérifications soient faites dans les temps et que les observations soient levées selon une cinétique appropriée.  <u>-Contrôle sprinkler :</u> L'exploitant a présenté à l'inspection ses derniers rapports de contrôles externes du système de sprinklage datés de décembre 2021 et mai 2022. Le prochain contrôle est programmé le 29/11/2022.  L'installation de sprinklage est vérifiée selon le référentiel FM global qui demande de protéger les locaux fermés situés à l'intérieur des bâtiments, même si ces derniers sont protégés. Certains locaux fermés (bureaux de chef de quart) se trouvant à l'intérieur de locaux protégés de l'entreprise ne sont pas eux-mêmes protégés et apparaissent donc comme des non-conformités. L'exploitant a priorisé les actions à mener en fonction de leur criticité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale + <b><u>Demandes 2 et 3</u></b>

**N° 6 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, tableau ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> La modification de la rubrique 1510 (Entrepôts couverts) par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 n'entraîne pas le classement du site Kimberly Clark dans cette rubrique. Les installations de stockage de matières combustibles du site restent classées dans les rubriques spécifiques 1530 (dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues), 1532 (stockage de bois ou matériaux combustibles analogues) et 2662 (stockage de polymères).  La modification de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) par le décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021, entraîne un reclassement du site dans le régime de l'enregistrement (précédemment soumise à autorisation).  Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 août 2019 restent applicables. Une mise à jour du tableau ICPE est présentée en annexe III du rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe I : Tableau des VLE applicables (Arrêté Préfectoral du 26/08/2019)

### Point de rejet STEP

Paramètre	Code SANDRE	Unité de concentration	Concentration moyenne journalière	Flux massique journalier (kg/j)	Flux spécifique annuel (kg/t)
MES	1305	mg/L	90	95	0,35
DCO	1314	mg/L	225	250	1,5
DBO5	1313	mg/L	60	65	0,4
AOX	1106	mg/L	1	1,7	0,01
Azote NGL	1551	mg/L	15	21	0,1
Phosphore	1350	mg/L	1	1,3	0,01
Indice phénol	1440	mg/L	0,3	0,4	0,0045
HCT	7009	mg/L	0,3	2	0,004

## Annexe II : tableau des non conformités des rejets en DCO (concentration et flux massique journaliers) sur l'année 2022

	VLE	En février 2022	En mai 2022	En juillet 2022	En décembre 2022
DCO- concentration (mesure journalière)	225 mg/L  (10% des valeurs peuvent être supérieures à 225mg/L sans dépasser 450mg/L)	<b>CONFORME</b>  C moy = 164 mg/L C max = 353 mg/L  1 dépassement inférieur à 450mg/L	<b>NON CONFORME</b>  C moy = 173 mg/L <b>C max = 953 mg/L</b>  <u>5 dépassements dont 2 dépassant 450mg/L</u>	<b>NON CONFORME</b>  C moy = 185 mg/L <b>C max = 667 mg/L</b>  <u>8 dépassements dont 2 dépassant 450mg/L</u>	<b>NON CONFORME</b>  C moy = 174 mg/L C max = 1120 mg/L  <u>4 dépassements dont 2 dépassant 450 mg/L</u>
DCO- flux (mesure journalière)	315 kg/j	<b>NON CONFORME</b>  Fmoyen = 104 kg/j <b>Fmax = 357 kg/j</b>  <u>1 dépassement</u>	<b>NON CONFORME</b>  F moyen = 130 kg/j <b>Fmax = 815 kg/j</b>  <u>2 dépassements</u>	<b>NON CONFORME</b>  F moyen = 149 kg/j <b>Fmax = 538 kg/j</b>  <u>6 dépassements</u>	<b>NON CONFORME</b>  C moy = 113 mg/L <b>C max = 605 mg/L</b>  <u>2 dépassements</u>

**Annexe II : Tableau de classement administratif des activités exploitées par KIMBERLY CLARK site de Sotteville les Rouen**

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
3610	b	A	Fabrication, dans des installations industrielles, de : b) papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Fabrication de papier, avec une capacité maxi de production de <b>83 tonnes par jour</b>	83	t/j
2445	1	E	Transformation du papier, carton La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j	Transformation de papier, avec une capacité de production de <b>200 t/j</b>	200	t/j
1530	1	E	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 20 000 m³	Stockage de : - 2 200 m³ de pâte à papier ; - 11 000 m³ de bobines mères ; - 175 m³ de cassés de fabrication ; - 25 000 m³ de produits finis (papiers transformés) ; - 4 900 m³ de cartons (étuis en carton, caisses de conditionnement, mandrins) - 1 900 m³ de stockage divers (papiers et cartons) Soit un volume total de <b>45 175 m³</b>	45175	m³
1414	3	DC	Gaz inflammables liquéfiés installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes). 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Une Installation de distribution de GPL pour l'approvisionnement des engins de manutention du site (localisée à côté du parc à pâte).	/	/
1532	2-b	D	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Stockage de <b>1 185 m³</b> de palettes en bois dont 1035 m³ dans le magasin palettes et 150 m³ en extérieur	1900	m³
2910	A-2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes  A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :  2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière de 10,46 MW fonctionnant au gaz naturel. Elle permet de fournir la vapeur nécessaire à la fabrication et le chauffage des bureaux.  1 motopompe diesel de 0,22 MW fonctionnant au fioul domestique.  Soit une puissance thermique totale de <b>10,68 MW</b>	10,68	MW

**A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (avec contrôle )**